

2011

Le Conseil d'État enlève aux maires tout pouvoir au niveau du principe de précaution. Ces derniers ne peuvent dorénavant agir qu'au niveau de l'urbanisme.

Le Conseil de l'Europe adopte la **résolution 1815** : Le danger potentiel des champs électromagnétiques et leur effet sur l'environnement

https://www.robindestoits.org/EHS-DAY-16-juin-2021_a3060.html

2012

L'association Robin des toits coopère largement au projet de loi de la députée Laurence Abeille et à son soutien. En Haute-Garonne, par exemple, ont été remis aux dix députés, en main propre, un livret spécialement réalisé. Aucun d'entre eux n'a défendu le projet de loi.

2014

Examen de la proposition de loi (**loi Abeille**) sur les ondes électromagnétiques à l'Assemblée Nationale

https://www.robindestoits.org/L-Assemblee-adopte-un-texte-de-compromis-sur-les-ondes-electromagnetiques-L-Express-AFP-23-01-2014_a2144.html

2015

LOI n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques

<https://www.legifrance.gouv.fr/dossierlegislatif/JORFDOLE000028510224/>

2016

Robin des toits attaque l'État en justice par rapport aux seuils d'exposition aux CEM et est débouté.

https://www.robindestoits.org/Ondes-electromagnetiques-une-ONG-attaque-l-Etat-en-justice-AFP-12-05-2016_a2403.html

2018

La **loi Élan** supprime discrètement la protection face aux antennes-relais .

<https://reporterre.net/La-loi-Elan-a-discretement-supprime-la-protection-face-aux-antennes-relais>

2019

Puisqu'on ne peut attaquer en invoquant le principe de précaution : Robin des toits persiste auprès du Conseil d'État dans sa contestation des conditions d'attribution de la 5G.

https://www.robindestoits.org/Conseil-d-Etat-Robin-des-toits-persiste-dans-sa-contestation-des-conditions-d-attribution-de-la-5G-communique-de-presse_a2955.html

Suite à cette action contre l'attribution des fréquences 5G, nous avons appris par la presse, le 31 décembre 2019, que nous avons été déboutés.

https://www.francetvinfo.fr/internet/telephonie/5g/attribution-des-frequences-5g-le-conseil-d-etat-rejette-plusieurs-recours_4239941.html

2020

Communiqué de presse d'Alerte Phone Gate, du CRIIREM et de Robin des Toits : Invoquant une baisse de 35% de l'activité économique en mars, et l'épidémie du coronavirus Covid19, et par l'**ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020**, publiée ce 26 mars, le gouvernement donne tout pouvoir aux opérateurs pour installer de nouvelles antennes relais.

https://www.robindestoits.org/Coronavirus-telephonie-mobile-et-ordonnances-communique-de-presse-Alerte-Phone-Gate-CRIIREM-Robin-des-Toits_a2888.html

2021

Rapport 5G et santé : L'ANSES entre confusion et incohérence !
communiqué de presse Alerte Phone Gate - CRIIREM - Robin des Toits - SERA

https://www.robindestoits.org/Rapport-5G-et-sante-L-Anses-entre-confusion-et-incoherence_a3050.html

POUR MÉMOIRE

En Hommage au docteur Roger Santini Docteur ès-sciences - Maître de Conférences

Arguments en faveur de l'application du principe de précaution à l'encontre des stations relais de téléphonie mobile - audition au Sénat du 6 mars 2002 à la demande de Messieurs les Sénateurs Jean-Louis LORRAIN et Daniel RAOUL

https://www.robindestoits.org/Dr-Roger-Santini-Arguments-en-faveur-de-l-application-du-principe-de-precaution-a-l-encontre-des-stations-relais-de_a482.html

COLLUSIONS

Paris, le 28 Avril 2014

Extrait du Communiqué Robin des Toits : Les opérateurs déploient leur réseau... de contacts utiles.

Avant de déployer ses réseaux d'antennes (3G, 4G, demain 5G) face à des habitants de plus en plus réticents et à des élus devenant rétifs, mieux vaut préparer le terrain en déployant un réseau de contacts bien placés. C'est ce qu'ont compris de longue date les opérateurs.

Ainsi, les secrétaires généraux de deux opérateurs mobiles, SFR et Bouygues Telecom, sont membres du Conseil d'État ; il s'agit respectivement d'Olivier Henrard (qui succède à un autre conseiller d'Etat) et de Didier Casas. Le Conseil d'État ne transmet pas à ses membres de connaissances particulières en

ingénierie des télécoms, ni en management : pourquoi faire appel à ces profils alors, si ce n'est en raison du contact dont ces hauts fonctionnaires disposent au sein de l'institution dont ils sont issus ?

Or, le Conseil d'Etat, juridiction suprême pour les questions administratives, est amené à se prononcer sur les autorisations d'installations d'antennes relais, attaquées notamment par les associations de riverains.

[...]

Comment, dans un tel contexte de collusion et de confusion des genres, espérer que les intérêts de la santé publique et de la volonté des citoyens de s'opposer à l'envahissement massif de leur environnement par des technologies classées "cancérogènes possibles" par l'OMS pourront se faire entendre ?

https://www.robindestoits.org/Les-operateurs-deploient-leur-reseau-de-contacts-utiles-Robin-des-Toits-28-04-2014_a2203.html